

On nous parle aussi des progrès immenses réalisés dans l'exécution du plan d'entraînement aérien qui, comme le disait il y a quelques jours le nouveau secrétaire pour les dominions, lord Cranborne, a une avance de plusieurs mois sur les prévisions établies. Le pays commence à se rendre compte de son ampleur, de sa complexité et de son importance. Il constituera peut-être un des facteurs décisifs de la victoire. A Winnipeg, à Toronto, à Londres, à Ottawa, à Montréal, pour parler d'endroits que je connais,—j'ose affirmer qu'il en est ainsi dans toutes les villes canadiennes,—le bourdonnement continu des avions du ministre de l'Air (M. Power) nous rappelle que ses aviateurs sont à l'œuvre du matin au soir, y compris les dimanches et jours de fête. N'entretenons aucun doute quant aux qualités de nos aviateurs. Le corps d'aviation royal canadien, outre-mer, a déjà démontré qu'il est égal au Corps d'aviation canadien de la dernière guerre. On ne saurait mieux faire leur éloge.

Nous sommes également au courant des progrès réalisés dans le domaine de la production du matériel de guerre et des nouveaux établissements en construction. On estime que ces derniers produiront un matériel dont la valeur annuelle atteint la somme colossale de 800 millions de dollars. Nos ouvriers, qui se chiffrent maintenant par centaines de milliers, constituent une vaste armée dont le travail est aussi essentiel aux forces combattantes du Canada que celui de nos soldats. Ils ont répondu avec empressement et de grand cœur aux lourds sacrifices qu'on leur a demandés. Ils travaillent au maximum de leurs capacités.

Il faut beaucoup de temps pour mettre à pleine contribution les ressources d'un pays comme le Canada. Chaque nouvelle entreprise engendre de nouveaux problèmes. On ne pouvait éviter certains retards et certaines difficultés. Il y aura inévitablement des lacunes, des erreurs, des déceptions. Nos effectifs et nos ressources ne sont pas nécessairement illimités. Aurions-nous de l'argent en quantité illimitée que nous ne pourrions acheter des choses qui n'existent pas. Prenons garde de dissiper nos efforts, de nous trop disperser. Cette guerre ne ressemble pas à la dernière. L'Allemagne n'a probablement pas sous les armes le tiers des hommes qu'elle avait alors.

Ce que nous faisons, ce que nous ferons doit être décidé longtemps à l'avance. Nous aurons à résoudre le problème des conflits qui existent entre les demandes de nos armées et celles de nos industries relativement à nos ressources limitées en hommes. Il faudra recourir à la loi de priorité. La formation

d'un nombre considérable d'ouvriers se poursuit déjà; il faudra en former encore davantage. Même si nous commençons dès à présent à préparer 100,000 hommes et 100,000 femmes de plus, nous constaterions probablement, dans un an, une insuffisance d'ouvriers qualifiés.

L'immense tâche de mettre en marche notre mécanisme de guerre s'est accomplie avec peu ou point de bouleversement de notre économie quotidienne. Cela n'est pas le simple fait d'un accident. La finance nationale, la réglementation des prix, l'approvisionnement de matières premières, sont parmi les nombreux services pour lesquels l'administration mérite les plus grands éloges. Je sais que les banquiers désirent rester aussi anonymes qu'ils sont inscrutables, mais il n'est que juste de dire que l'économie canadienne n'aurait pas pu passer du pied de paix au pied de guerre avec une telle absence de heurts sans le concours technique de la Banque du Canada.

La charge financière, déjà lourde, s'alourdit encore davantage. La population ne s'en est pas encore fait une idée juste. Si l'économie de 50 millions prévue au budget ordinaire se réalise cette année, les dépenses ordinaires s'établiront à environ 450 millions de dollars. Le ministre des Finances (M. Ilsley) a évalué à 940 millions le coût de la guerre pour la première année. Cette somme correspond à environ le double du coût de la dernière année de la dernière guerre et à plus du double de notre budget du temps de paix. Nous comptons subvenir aux deux tiers de nos dépenses globales, cette année, par l'impôt, et à l'autre tiers par les emprunts intérieurs déjà souscrits.

La semaine dernière, aux Etats-Unis, où je racontais notre effort de guerre, j'ai constaté la vive impression ressentie à l'annonce de son ampleur, même dans ce pays habitué aux chiffres astronomiques.

Nous avons traversé une période initiale d'expansion, de nouveaux impôts, de nouveaux emprunts et de production fortement accrue. Tout paraît avoir marché selon les prévisions des budgets de guerre qui ont forcé l'admiration de tous.

Il est maintenant évident que nous ne pourrions pas produire tout le matériel de guerre dont nous aurons besoin à moins de restreindre la consommation des articles dont la fabrication exige de la main-d'œuvre ou des matières qui pourraient, autrement, servir aux fins de la guerre. C'est une question embarrassante pour les particuliers que de se priver de quoi que ce soit dans l'intérêt commun, mais le jour n'est pas loin où le Gouvernement devra faire comprendre au citoyen le devoir qui lui incombe à ce sujet. Cela suffira.